

Réforme pour la liberté de choisir son avenir professionnel

Métiers de l'animation et de l'éducation populaire

Note à l'attention des organismes de formation sur la rénovation des diplômes

Le boulot pour assumer notre part dans la (trans)formation, nous l'avons fait

En tant qu'organisme de formation aux métiers de l'animation et de l'éducation populaire, nous avons toujours loyalement joué le jeu, nous adaptant aux réformes, conscients de la part d'efforts à fournir pour défendre le secteur et continuer sans relâche à le professionnaliser. Nous avons parfois dû batailler en interne de notre association, là où notre militantisme aurait pu nous rendre méfiants des institutions, des logiques de marché, des normes qualité et des comptes à rendre. Le boulot, nous l'avons fait, sans grincer, trop conscients de ce qui se joue pour les quelques deux cents stagiaires que nous accompagnons chaque année.

Ce travail nous ne l'avons pas fait seuls. Il n'aurait été possible sans une relation fidèle avec les structures, qui nous font confiance pour former leurs professionnels, qui nous sollicitent pour les accompagner dans leurs projets, qui accueillent stagiaires et apprentis, qui portent l'alternance avec nous, etc. Il n'aurait pas été possible sans des liens étroits et des coopérations avec d'autres organismes qui forment à des métiers connexes aux nôtres (travail social, éducation spécialisée, sport, etc.) Il n'aurait pas été possible sans la reconnaissance de notre expertise par les collectivités et leur engagement à construire avec nous des réponses pertinentes sur les territoires.

Là où nous en sommes : épuisés, en colère, inquiets

Alors qu'est-ce qui nous pousse à prendre la plume aujourd'hui et à tenter de mobiliser autour de nous ?

L'épuisement. La colère. L'inquiétude.

Epuisement de devoir faire et défaire sans cesse, sans perspective, sans possibilité de se projeter sur un temps long. Nous avons l'impression d'écrire un livre qui ne raconte pas d'histoire.

Epuisement face à un système désincarné et violent. Un système sans tête, qui nous épuise à ne pas nous dire qui pilote, quel est le tempo, comment on va travailler, de quoi on va pouvoir discuter... Si je ne sais pas à qui parler, je deviens fou. Nous ne saurions nous habituer à cette culture de l'incertitude, à cette forme de domination qui ne dit pas son nom. Mais dont on mesure la violence quand une plainte de stagiaire déclenche une procédure de contrôle en pleine pandémie de Covid-19... Alors que nous avons continué d'accueillir des stagiaires en

présentiel, parce nous souhaitons sécuriser les parcours de formation. Nous nous sentions engagés, notamment vis-à-vis de femmes qui fondaient de grands espoirs d'émancipation par la formation, que le confinement venait réduire à néant. Ce n'est pas le combat qui nous épuise, nous y sommes rompus. C'est la bêtise d'un pays que nous appelons Absurdie !

Colère de n'avoir pas été associés à la (re)construction des diplômes. C'est quand même un comble ! Alors même que la co-construction, l'approche du territoire, la participation, et l'émancipation jalonnent les référentiels, la méthode employée pour aboutir aux nouveaux diplômes fait tout le contraire. Vision étatique et centralisatrice (alors que la compétence formation appartient désormais aux Régions, non ?). Mépris de l'expertise du champ professionnel (à quel moment, selon quelles modalités, cette réforme s'appuie-t-elle un tant soit peu sur des remontées de terrain ?)

Colère qu'une mission aussi importante soit confiée à un cabinet extérieur. L'État a clairement fait le choix de sacrifier l'expertise de ses fonctionnaires et pour compenser ce manque, l'argent public sert à rémunérer des entreprises privées dont on peut se demander jusqu'à quel point elles sont garantes de l'intérêt général. Le fait même que les livrables ne soient pas rédigés par l'Etat interroge. Nous avons perdu une qualité de travail avec nos interlocuteurs de la Drajes et nous le regrettons.

Colère, car sous couvert de laisser penser qu'on ne touche que la forme (réécriture), on s'attaque au fond (réingénierie). La finalité semble quand même fondamentalement de créer des diplômes généralistes, répondant donc plus à une logique de flexibilité des travailleurs sur le marché qu'à une logique de besoin en métiers et en compétences. Cette pirouette sur l'exercice de fond a toutes les apparences d'une diversion pour ne pas assumer qu'on touche fondamentalement aux métiers tels qu'ils se sont construits et tels qu'ils répondent à des finalités différentes (exemple : l'animation de la jeunesse sur un territoire n'a rien à voir avec l'animation dans un EHPAD).

Nous sommes indignés d'une réforme déconnectée du réel. Nous osons le dire, elle est une dépossession de ceux qui font vivre l'éducation populaire chaque jour. Reste à décider, collectivement, si nous collaborons à cette tromperie ?

Appel à la mobilisation

Nécessité de revoir cette réforme et ses modalités de mise en oeuvre

Ce document est à transmettre au Ministère des sports ou à claire.pfauwadel@trajectoire-formation.com.

Sur au moins 4 points, cette réforme et ses modalités de mise en oeuvre supposent d'être revues :

- associer les Conseils Régionaux à la redéfinition de la filière des métiers de l'animation ;
- considérer et prendre en compte l'expertise des structures de terrain et des organismes de formation ;
- conserver la possibilité de décliner localement des diplômes correspondant aux besoins du territoire ;
- maintenir un diplôme intermédiaire de coordinateur (actuel DEJEPS).

Nous appelons à la mobilisation des 3 familles d'acteurs concernés :

- les élus des collectivités territoriales,
- les structures d'éducation populaire,
- les organismes de formation de l'animation et de l'éducation populaire.

Chacun à son niveau peut mobiliser et faire connaître les conséquences de cette réforme.
Chacun à son niveau peut interpeler l'État sur les incohérences et risques de cette réforme.
Chacun à son niveau peut se déclarer volontaire pour être associé à la mise en oeuvre de cette réforme.

L'éducation populaire forme et nourrit les citoyens.

L'éducation populaire fait vivre une démocratie en acte, concrète, quotidienne.

L'éducation populaire est le moteur autant que le ciment du vivre ensemble.

A chacun.e et à tous.tes d'y prendre sa part.

Je soussigné.e, soutient l'appel à la mobilisation et demande au ministère de revoir la réforme et ses modalités de mise en oeuvre.

Fait à , le .